



Déclaration du SI.EN-UNSA au Conseil Supérieur de l'Éducation du 6 décembre 2013

Monsieur le Ministre,

Vous n'ignorez pas l'investissement qui est celui des inspecteurs du premier degré pour l'accompagnement de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, pierre angulaire de la refondation. Cet engagement n'est en rien le signe d'une soumission à votre volonté, mais plutôt celui d'une adhésion à une politique ambitieuse, qui nécessitera du temps pour qu'on en mesure l'ampleur, mais dont il est à notre sens malséant d'oublier, ou de feindre d'oublier, qu'elle répond au moins partiellement à ce qui faisait très largement consensus lors des débats préparatoires à la loi de refondation de l'École : la nécessité de rompre avec la logique délétère de la semaine de quatre jours, préjudiciable pour tous les élèves mais en particulier pour les plus fragiles d'entre eux. Bien des choses sont à améliorer dans la réflexion autour des rythmes, bien des débats devront être menés et bien des adaptations envisagées, mais acceptons une fois pour toute que le temps de l'École n'est pas celui des médias et prenons le temps de penser au lieu de nous contenter de réagir !

Vous retrouverez, M. le ministre, le même soutien des inspecteurs et de notre syndicat pour la mise en place d'une réforme des programmes qui est aujourd'hui une urgence. Nous accompagnerons encore les souhaitables évolutions des pratiques dans les secteurs relevant de l'Éducation prioritaire ou celles des équipes engagées d'une manière ou d'une autre au service des élèves en grande difficulté. Ce même zèle se retrouvera dans le second degré et seule la crainte d'allonger inutilement mes propos me conduira à ne pas citer d'exemples en ce domaine.

Cependant, il faut savoir que l'enthousiasme des inspecteurs commence à sérieusement s'émousser... Nous affirmons que la refondation de l'École ne se construira pas sans la totale confiance de tous les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre : corps d'encadrement sans doute, mais aussi enseignants, parents, partenaires. C'est une École de la bienveillance que vous voulez bâtir, c'est aussi ce que nous demandons, mais une École de la bienveillance « à tous les étages » et ce n'est pas ce que nous vivons aujourd'hui. La confiance ne s'édicte pas, elle se construit lentement mais peut aussi, malheureusement, se dégrader très vite. Il est à notre sens indispensable que les inspecteurs fassent preuve de la plus grande bienveillance à l'égard des enseignants qui sont engagés dans une tâche difficile de reconstruction, tâche dont les résultats de PISA ont bien montré à la fois l'urgence et l'ampleur. Nous sommes persuadés, comme vous l'avez exprimé de manière réitérée, que les inspecteurs doivent être au plus proche des équipes pédagogiques pour les aider et les guider, en leur montrant clairement toute la confiance de l'institution en leurs compétences professionnelles et en leur capacité à se mobiliser pour construire une École à la fois plus juste et plus efficace pour tous les élèves. Ceci ne sera possible que si les hiérarchies locales et nationale jouent la même

partition dans ses attentes et dans ses comportements à l'égard des inspecteurs. Soyons clairs : ce n'est pas le cas aujourd'hui !

Je ne décrirai pas ici le panorama complet des multiples tracasseries que nous subissons dans l'exercice de nos missions mais j'évoquerai simplement et pêle-mêle :

- les tensions que génère l'usage de logiciels consommant inutilement beaucoup d'énergie, laquelle pourrait être mieux utilisée au service des enseignants et donc des élèves,
- l'énervement que provoquent des mesures envisagées comme la mobilisation des inspecteurs, des conseillers pédagogiques et des maîtres formateurs pendant les vacances de printemps pour faire passer le CRPE comme c'est le cas à Créteil,
- le sentiment d'incompréhension ressenti par des inspecteurs parfois malmenés (ou devrais-je dire : mal menés) par leur hiérarchie locale qui affiche en certains lieux des positionnements d'autorité totalement décalés avec les discours tenus par... vous-même, M. le Ministre,
- la perception d'injustice résultant du fait que, malgré leur investissement dans le pilotage des actions développées dans le cadre des secteurs relevant de l'éducation prioritaire, les inspecteurs et leurs conseillers pédagogiques sont les seuls à ne bénéficier d'aucune des indemnités afférentes à ces territoires...

Je n'irai pas plus loin, mais dirai simplement pour conclure que nous aimerions bénéficier d'une plus grande réactivité lors des alertes que nous posons. Je me plais certes à reconnaître la qualité d'écoute dont nous bénéficions de la part de l'administration centrale et du ministère chaque fois que nous signalons une difficulté ou que nous soulignons un problème. Cependant, se savoir écouté c'est bien, que cette écoute débouche sur des actes c'est mieux, que ces actes fassent l'objet d'un retour rapide vers ceux qui se sont manifestés ce serait presque parfait... la dernière étape serait qu'il y ait moins de difficultés à signaler, mais c'est qu'alors l'esprit de « bienveillance » aura diffusé dans tout le système éducatif, ce qui pourrait prendre encore un peu de temps...

Je vous remercie.